http://www.equipespopulaires.be/publication/contrastes/

Un front social, écologique et démocratique pour réinventer l'avenir (Contrastes Juillet-Août 2020)

Depuis le début de la crise sanitaire, les visions du « monde d'après » se multiplient, des plus conservatrices aux plus progressistes, des plus pessimistes aux plus optimistes. Ce qui semble clair, c'est que rien n'est gagné et que les espoirs les plus fous du début de crise seront le résultat d'un rapport de force imposé par un large mouvement social. Aucune solution n'est « neutre » en matière d'égalité et de justice, par exemple. Il est trop tôt pour disposer d'une photographie de l'ensemble des dégâts économiques et sociaux posés par la pandémie. Quelles sont les capacités de la gauche à « Faire front » pour proposer un nouveau modèle de société, pour inventer un avenir plus social et plus durable ?

Beaucoup de luttes sont antérieures à cette crise. Les revendications pour un accroissement des moyens humains et financiers dans les soins de santé en sont un bon exemple. Différentes initiatives ont vu le jour. La plus large coalition, à laquelle les EP adhèrent et qui rythme cette publication s'appelle « Faire Front ». Elle regroupe des acteurs sociaux issus de nombreux secteurs. Elle souhaite travailler dans la durée et devenir un lieu de convergence de luttes et un lieu de travail commun, d'interpellation mais aussi de soutien à des initiatives portées par des fractions de cette coordination, voire d'autres acteurs. Un secteur associatif fort et convergent est essentiel pour l'interpellation des politiques. Cette convergence n'est jamais gagnée et automatique. D'autres initiatives de convergences sont essoufflées. Il faudra jouer avec la volonté d'unité et le respect des spécificités. « Faire Front » veillera à ce que les réponses données par les pouvoirs politiques ne soient pas celles des vieilles recettes de façon à aborder les enjeux actuels mais aussi à donner des réponses différentes. Lors de crises précédentes, souvent avec la complicité de partis de gauche, les gouvernements ont mené des politiques d'austérité au détriment des travailleurs et allocataires sociaux frappant souvent durement les femmes.

Mais le refus des vieilles recettes n'est pas suffisant. La gauche doit pouvoir mettre à l'agenda des mesures concrètes qui s'inscrivent dans une rupture avec le passé en rencontrant la nécessité de la justice sociale et climatique. Il s'agit de renforcer les droits dans une série de matières. Outre la sécurité sociale, il faudra aussi travailler à la diminution des écarts de revenus, à l'accès à la culture ou à un logement de qualité, à la régularisation des sans-papiers, à l'amélioration de la démocratie et à de nombreux autres chantiers indispensables.

Mais tout cela nécessite la construction de stratégies communes alors que la gauche ne représente que 42% des élus au fédéral et que le patronat et ses alliés ont un autre agenda qui est à l'opposé de celui de la gauche. L'unité des progressistes demandera, au-delà de la formulation de propositions novatrices et solidaires, d'instaurer un rapport de force indispensable pour avancer vers un « autre demain ».